

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 13/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEXANS France

41 rue Maurice Gorse
18500 Mehun-sur-Yèvre

Code AIOT : 0010004439

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2023 dans l'établissement NEXANS France implanté 41 rue Maurice Gorse 18500 Mehun-sur-Yèvre. L'inspection a été annoncée le 07/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXANS France
- 41 rue Maurice Gorse 18500 Mehun-sur-Yèvre
- Code AIOT : 0010004439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NEXANS exploite notamment deux tours aéroréfrigérantes (TAR) soumises au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées dont le fonctionnement est encadré par les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- exploitation des TAR
- utilisation des produits biocides

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le contrôle inopiné de la qualité d'eau du circuit des TAR effectué le 20/03/2023 a révélé un dépassement du seuil de 1 000 UFC/L en *Legionella pneumophila*. Suite à la réception des résultats le 03/04, un choc chloré a été effectué et suivi d'un prélèvement le 06/04 dont le résultat d'analyse n'est pas encore connu. L'inspection a demandé à l'exploitant de la tenir informée des résultats et des actions correctives engagées le cas échéant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	plan d'entretien et plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 b)	NC3 de la visite du 18/02/2020	Lettre de suite préfectorale	60 jours
5	redémarrage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 c)	NC5 et D3 de la visite du 18/02/2020	Lettre de suite préfectorale	60 jours
8	résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 d)	NC7 de la visite du 18/02/2020	Lettre de suite préfectorale	60 jours
9	actions à mener en cas de dépassement du seuil de 1 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 II 2	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
12	eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 5.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
15	réserve de produits de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	surveillance et formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.1	/	Sans objet
3	stratégie de traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)	/	Sans objet
10	bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 V	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	transmission des résultats à l'inspection des installations classées	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 e)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 a)	/	Sans objet
6	nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 c)	/	Sans objet
7	fréquence d'analyses	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 a)	/	Sans objet
13	point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 b)	NC6 de la visite du 18/02/2020	Sans objet
14	connaissance des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.3	/	Sans objet
16	protection du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : surveillance et formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en oeuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; – les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; – les dispositions du présent arrêté.
<p>Constats : Le plan de formation est incomplet en termes de suivi des formations des personnels du laboratoire EUROFINS et du contenu des formations des salariés de NEXANS en charge du suivi de l'exploitation des TAR.</p>
<p>Observations : Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fiche "surveillants de l'installation" de janvier 2014; - tableau "liste des intervenants sur l'installation de refroidissement" du 05/01/2023; - attestations individuelles de stage établies par BUREAU VERITAS pour une formation dispensée le 02/06/2021 aux quatre surveillants; - supports de formation des niveaux 1 et 3 dispensée le 02/06/2021 par BUREAU VERITAS; - attestations de formation de trois préleveurs du laboratoire EUROFINS. <p>La fiche désigne quatre salariés de NEXANS. Le tableau liste les quatre personnes précitées ainsi que quatre salariés de DALKIA (prestataire en charge de l'exploitation) et une personne de BWT (traiteur d'eau). Les dates de formation mentionnés sont inférieures à cinq ans. Les salariés du laboratoire EUROFINS susceptibles d'effectuer des prélèvements d'eau ne sont pas mentionnés. En outre, une des attestations mentionne une formation le 28/10/2023.</p> <p>Les salariés de NEXANS n'ont pas suivi le module 2 qui porte sur les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance). Leur formation est insuffisante.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 a)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en oeuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; – les points critiques liés à la conception de l'installation ; – les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; – les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en oeuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en oeuvre et les échéances de réalisation associés ; – un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; – les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport de révision d'analyse méthodique des risques 2022 par OFIS VEOLIA le 04/08/2022; - plan d'actions TAR du 02/11/2022 par NEXANS. <p>L'AMR contient les informations attendues.</p> <p>Certains documents définis sur la base de cette AMR font l'objet d'autres points de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : stratégie de traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en oeuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en oeuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en oeuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p>
<p>Constats : La fiche de stratégie de traitement n'est pas à jour et est incomplète en termes de dénomination et nature des produits utilisés, d'identification des produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et des valeurs de concentration auxquelles ils sont rejetés.</p>
<p>Observations : Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - courrier du 20/02/2019 par BWT relatif à un changement de produits de traitement. <p>Le courrier justifie l'absence de changement de stratégie de traitement du fait de l'utilisation de produits biocides comportant la même substance active que les anciens produits.</p> <p>Toutefois, l'ancienne stratégie de traitement incluait un biodispersant (HYDREX 2450) qui n'apparaît pas dans le descriptif des traitements d'eau en page 17 de l'AMR révisée en 2022.</p> <p>Lors de la visite, DALKIA indique que le produit CS 1003 MB joue également un rôle de biodispersant, ce qui ne ressort pas du courrier de BWT susvisé.</p> <p>En outre, la fiche jointe à ce courrier ne mentionne pas les produits actuellement utilisés et ne comporte pas les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquelles ils sont rejetés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : plan d'entretien et plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 b)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : NC3 de la visite du 18/02/2020
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en oeuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Constats : Le plan de surveillance est incomplet quant à la définition et à la mise en oeuvre d'actions correctives en cas de dérive des paramètres physico-chimiques. L'exploitant n'assure pas un entretien (adoucisseur en particulier) et une surveillance (actions correctives en cas de dérives) adaptés aux risques de prolifération des légionelles dans le circuit des TAR.</p> <p>Observations : Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fiche de suivi bihebdomadaire (lundi et vendredi) par BWT et DALKIA du 20/05/2022 au 28/07/2022 et du 16/11/2022 au 20/03/2023; - rapport de révision d'analyse méthodique des risques 2022 par OFIS VEOLIA le 04/08/2022 (page 19); - trame de la fiche FIP des opérations de conduite et de maintenance (19 types d'intervention); - journal d'intervention en 2022; - compte rendu de visite d'expertise et de service par BWT le 06/02/2023. <p>Le plan de surveillance ne mentionne pas les actions correctives à mener en cas de dérive des paramètres suivis.</p> <p>La fiche de suivi mentionne un TH de l'eau d'appoint supérieur (entre 7 et 20 degrés français) à la valeur cible (4 degrés français) à plusieurs reprises en novembre et décembre 2022. De même, le TH de l'eau d'appoint est relevé en deçà (moins d'un degré français) de la valeur cible (5 degrés français) à plusieurs reprises en 2022 (31/05, 08/07, 15/07) et au-delà de la valeur cible (20 degrés français) le 16/11/2022. Le facteur de concentration est inférieur à la valeur mini de 2,5 à de nombreuses reprises sur les périodes examinées. La concentration en chlore libre est inférieure à la valeur mini (0,5 mg/L) les 23/05 et 31/05/2022 (0,1 mg/L). Aucune action corrective n'est mentionnée pour traiter ces dérives. L'opérateur de DALKIA affirme mener des actions correctives en fonction de sa connaissance de l'installation mais ne les enregistre pas dans les fiches.</p> <p>Le rapport de BWT du 06/02/2023 mentionne la nécessité de remplacer le filtre à disque ainsi que l'adoucisseur dont le mauvais état est signalé depuis octobre 2022. L'exploitant indique qu'un devis a été demandé mais qu'aucun remplacement n'a été effectué à ce jour.</p> <p>Le constat NC3 (actions correctives à mener en cas de dérive) relevé lors de la visite d'inspection précédente de la TAR le 18/02/2020 est maintenu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours
N° 5 : redémarrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 c)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : NC5 et D3 de la visite du 18/02/2020
Prescription contrôlée : Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.
Constats : Le délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier pour réaliser une analyse en Legionella pneumophila n'a pas été respecté suite au redémarrage du 03/01/2023. L'exploitant n'a pas enregistré la date et l'heure de l'injection choc de biocide lors du redémarrage d'août 2022 ce qui ne permet pas de vérifier le respect du délai d'au moins quarante-huit heures.
Observations : Documents consultés : - fiche d'intervention de 2022; - rapports d'analyse des prélèvements d'eau du circuit des TAR réalisés par le laboratoire EUROFINs les 18/08/2022 et 18/01/2023; - rapport photo du nettoyage des TAR - opération d'août 2022 établi par DALKIA le 16/08/2022. La fiche mentionne deux arrêts prolongés des TAR en 2022 : - le 01/08/2022 mais ne précise pas la date et l'heure de redémarrage et de l'injection choc de biocide. Selon les documents susvisés le redémarrage a eu lieu le 16/08 et le prélèvement le 18/08/2022. - le 23/12/2022 et un redémarrage le 03/01/2023. Le prélèvement a été réalisé 15 jours plus tard. Le délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine n'est pas respecté. Les constats NC5 (délai non respecté) et D3 (enregistrement des dates de choc de biocide) relevés lors de la visite d'inspection précédente de la TAR le 18/02/2020 sont maintenus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : nettoyage préventif de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 c)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Documents consultés : - journal d'intervention de 2022; - trame de la fiche FIP par DALKIA des opérations de conduite et de maintenance; - rapport photo du nettoyage des TAR - opération d'août 2022 établi par DALKIA le 16/08/2022. Les opérations de nettoyage des TAR ont été effectuées en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : fréquence d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 a)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Document consulté : - enregistrements effectués dans l'application GIDAF en 2022. Des analyses sont réalisées mensuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : résultats de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 d)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : NC7 de la visite du 18/02/2020
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - coordonnées de l'installation ; - date, heure de prélèvement, température de l'eau ; - date et heure de réception de l'échantillon ; - date et heure de début de l'analyse. - nom du préleveur ; - référence et localisation des points de prélèvement ; - aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; - pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ; - nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ; - date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.</p>
<p>Constats : Le rapport d'analyse du prélèvement d'eau du circuit des TAR du 18/01/2023 est incomplet.</p>
<p>Observations : Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport d'analyse du prélèvement d'eau du circuit des TAR effectué par le laboratoire EUROFINs le 18/01/2023. <p>Le rapport doit être complété par les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - coordonnées de l'installation (adresse postale a minima); - unité utilisée pour la longitude et la latitude du point de prélèvement; - aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt; - substances actives des produits de traitement (seule la dénomination commerciale figure). <p>Le constat NC7 (incomplétude du rapport) relevé lors de la visite d'inspection précédente de la TAR le 18/02/2020 est maintenu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : actions à mener en cas de dépassement du seuil de 1 000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 II 2
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L</p> <p>a) Cas de dépassement ponctuel :</p> <p>En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en oeuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L.</p> <p>Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p> <p>b) Cas de dépassements multiples consécutifs :</p> <p>Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.</p> <p>Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p> <p>Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en oeuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.</p> <p>La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.</p> <p>Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L.</p> <p>c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas respecté, en mai 2022, la procédure des actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L.</p>
<p>Observations : Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mesures à prendre en cas de mise en évidence d'une prolifération <i>Legionella pneumophila</i> entre 1 000 et 100 000 UFC/L; - journal d'intervention de 2022; - enregistrements des résultats d'analyse effectués dans GIDAF en 2022.
<p>Deux dépassements du seuil de 1 000 UFC/L ont été relevés en mai 2022 (9 100 le 03/05) et en</p>

octobre 2022 (1 200 le 19/10).
Le journal d'intervention ne mentionne aucune action corrective en mai 2022 (GIDAF mentionne un choc chloré le 16/05) et le prélèvement suivant n'a été effectué que le 22/06/2022 (pas de dépassement). L'exploitant n'a pas enregistré les actions correctives effectuées et n'a pas procédé à une analyse visant à en vérifier l'efficacité.
Le journal d'intervention mentionne un traitement choc le 31/10/2022. Un prélèvement a été effectué le 04/11/2022 (pas de dépassement).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 V
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : <ul style="list-style-type: none"> – les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ; – les actions correctives prises ou envisagées ; – l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en oeuvre, par des indicateurs pertinents. Le bilan de l'année N – 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.
Constats : Le bilan 2022 est incomplet en termes de mode de fonctionnement des TAR et de périodes d'arrêt complet ou partiel.
Observations : Document consulté : - bilan 2022 transmis par courriel du 30/01/2023.
Le bilan ne précise pas les périodes d'utilisation des TAR avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel. Seules les dates d'arrêt sont mentionnées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : transmission des résultats à l'inspection des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 e)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
Constats : L'exploitant ne transmet pas les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila via GIDAF dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
Observations : Document consulté : - enregistrements des résultats d'analyse effectués dans la plateforme GIDAF en 2021 et en 2022. Seuls les résultats des prélèvements effectués les 26/11/2021 et 07/07/2022 ont été enregistrés dans le délai imparti.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : eau d'appoint

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants : - Legionella pneumophila seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ; - matières en suspension 10 mg/l. La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle. En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.
Constats : Suite à la dérive du paramètre MES sur l'eau d'appoint en décembre 2022, l'exploitant n'a mené aucune action corrective et effectué aucune nouvelle analyse dans un délai d'un mois. En 2023, la mesure des deux paramètres devra être réalisée sur l'eau d'appoint deux fois, dont une pendant la période estivale.
Observations : Documents consultés : - rapport d'analyse du prélèvement d'eau d'appoint effectué par le laboratoire EUROFINs le 21/12/2022; - journal d'intervention de 2022. La concentration en MES est de 20,4 mg/L soit au-delà de la valeur limite. L'eau d'appoint est constituée d'eau de forage adoucie. Le journal d'intervention ne mentionne pas cette dérive. L'exploitant déclare qu'aucune action corrective n'a été menée et qu'aucun autre prélèvement d'eau d'appoint n'a été réalisé. Il n'est pas en mesure de présenter un rapport d'analyse effectué en 2021 sur l'eau d'appoint.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 b)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : NC6 de la visite du 18/02/2020
Prescription contrôlée : Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats sur site : - présence d'une pancarte signalant la vanne de prélèvement d'eau du circuit des TAR. Le constat NC6 (absence de pancarte) relevé lors de la visite d'inspection précédente des TAR le 18/02/2020 est levé. Dans le local de traitement des TAR, il serait opportun de déplacer vers le haut la pancarte signalant la vanne de prélèvement d'eau d'appoint pour éviter toute confusion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : connaissance des produits, étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Biocides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Documents consultés : <ul style="list-style-type: none">- fiche de données de sécurité (FDS) du 13/03/2018 du produit BWT CS-3016+;- FDS du 21/03/2018 de BWT CS-3001;- FDS du 01/03/2021 de BWT CS-3018;- étiquettes des produits CS-3016+, CS-3001 et CS-3018 en réserve. Constats sur site : <ul style="list-style-type: none">- les produits en réserve sont stockés dans un local fermé contigu au local d'injection des produits de traitement des TAR;- les jerricans sont entreposés sur trois rétentions en fonction de leur compatibilité. Il serait opportun de nettoyer les rétentions qui présentent des résidus de mousse et contiennent quelques détritux. Les trois produits biocides susvisés sont enregistrés dans la base de données BIOCID pour un usage TP11. L'exploitant doit veiller à disposer de versions à jour des FDS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : réserve de produits de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)
Thème(s) : Produits chimiques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement du fait de la présence de produits en réserve périmés et d'une consigne inadaptée aux besoins.
Observations : Documents consultés : - procédure de gestion des stocks SEC ENV 1126 de mars 2023 par NEXANS; - fiche de suivi mensuel de la gestion des stocks de février 2021 à mars 2023; - compte rendu de visite d'expertise et de service du 06/02/2023 par BWT. Consignes de stock mini : - CS 1003MB : 20 kg; - CS 3016+ : 50 L; - CS 3001 : 20 kg; - CS 3018 : 20 kg; - PRO AM : 5 kg; - CS 4001 : 20 kg. La fiche et le compte rendu susvisés relève un stock mini de CS 3016 de 20 kg ce qui est inférieur à la consigne. L'opérateur de DALKIA explique que le stock inclut également le bidon de 200 L en cours d'utilisation dont le volume restant est estimé régulièrement. Constats sur site (hors produits en cours d'utilisation dans le local d'injection) : - CS 1003MB : 3 jerricans de 15 kg avec une date de péremption en mai 2024; - CS 3016+ : 1 jerrican de 20 kg avec une date de péremption en février 2023; - CS 3001 : 1 jerrican de 20 kg avec une date de péremption en octobre 2023; - CS 3018 : 1 jerrican de 10 kg avec une date de péremption en avril 2022 et 1 jerrican de 10 kg avec une date de péremption en mars 2023; - PRO AM : 1 jerrican de 25 kg avec une date de péremption en novembre 2021; - CS 4001 : 1 jerrican de 10 kg avec une date de péremption en décembre 2020 et 1 jerrican de 15 kg avec une date de péremption en octobre 2023. Plusieurs produits sont périmés. La consigne de réserve minimale n'est pas respectée. Selon les échanges avec DALKIA lors de la visite, la consigne ne paraît pas adaptée aux quantités réellement utilisées. Celles-ci seraient sur-estimées ce qui expliquerait les dépassements des dates de péremption.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 16 : protection du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition : - aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; - aux produits chimiques. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. [...] Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Constats sur site : - présence de plusieurs panneaux signalant l'obligation du port du masque sur les parois des deux TAR; - présence de plusieurs masques de protection et de gants dans un boîtier mural situé à proximité de la réserve de produits de traitement.</p> <p>Il serait opportun d'ajouter un panneau signalant l'obligation du port du masque près de l'échelle d'accès à la passerelle afin d'améliorer la signalisation pour le personnel venant de la zone des bennes à déchets de l'usine.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

